

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES












MARCHÉ PUBLIC DE TRAVAUX

**Réfection de la cuisine du Cercle Mixte de l'Ecole de
Gendarmerie de Chaumont (52)**

N° du CCAP : CM52 CUISINE

**Cercle Mixte de l'Ecole de Gendarmerie
1 Avenue du 109e RI
52000 - CHAUMONT**

L'ESSENTIEL DU CONTRAT

	Objet	Réfection de la cuisine du Cercle Mixte de l'école de Gendarmerie de Chaumont (52)
	Type de contrat	Marché public
	Nombre de lots	9
	Tranches optionnelles	Sans tranches optionnelles
	Clauses sociales	Sans
	Clauses environnementales	Sans
	Durée / Délai	Défini par lot
	Reconduction	Sans
	Prix	Prix global forfaitaire
	Variation des prix	Avec
	Avance	Avec

SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat	5
1.1 - Objet du contrat	5
1.2 - Décomposition du contrat	5
2 - Pièces contractuelles	5
3.1 - Désignation de l'acheteur	5
3.2 - Représentant de l'acheteur	5
3.3 - Conduite d'opération	5
3.4 - Maîtrise d'œuvre	6
3.5 - Ordonnancement, Pilotage et Coordination du chantier	6
3.6 - Coordination des systèmes de sécurité incendie	6
3.7 - Contrôle technique	6
3.8 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs	6
4 - Durée et délais d'exécution	6
4.1 - Délai global d'exécution des prestations	6
4.2 - Délai d'exécution	7
4.3 - Calendrier prévisionnel et détaillé d'exécution	7
5 - Prix	8
5.1 - Caractéristiques des prix pratiqués	8
5.2 - Modalités de variation des prix	8
5.3 - Répartition des dépenses communes	10
6 - Garanties Financières	11
7 - Avance	11
7.1 - Conditions de versement et de remboursement	11
7.2 - Garanties financières de l'avance	12
8 - Modalités de règlement des comptes	12
8.1 - Décomptes et acomptes mensuels	12
8.2 - Présentation des demandes de paiement	12
8.3 - Délai global de paiement	12
8.4 - Paiement des cotraitants	12
8.5 - Paiement des sous-traitants	12
9 - Conditions d'exécution des prestations	13
9.1 - Caractéristiques des matériaux et produits	13
9.2 - Implantation des ouvrages	13
9.2.1 - Piquetage général	13
9.3 - Préparation et coordination des travaux	13
9.3.1 - Période de préparation - Programme d'exécution des travaux	13
9.3.2 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier	14
9.3.3 - Registre de chantier	14
9.3.4 - Autorisation de circuler sur le site	14
9.4 - Etudes d'exécution	15
9.5 - Installation et organisation du chantier	15
9.5.1 - Installation de chantier	15
9.5.2 - Emplacements mis à disposition pour déblais	15
9.5.3 - Signalisation de chantier	15
9.5.4 - Application de réglementations spécifiques	15
9.6 - Dispositions particulières à l'achèvement du chantier	15
9.6.1 - Gestion des déchets de chantier	15
9.6.2 - Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux	16

9.6.3 - Signalisation de chantier	16
9.6.4 - Application de réglementations spécifiques	16
9.7 - Dispositions particulières à l'achèvement du chantier	16
9.7.1 - Gestion des déchets de chantier	16
9.7.2 - Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux	16
9.7.3 - Documents à fournir après exécution	16
10 - Développement durable.....	16
11 - Réception	17
11.1 - Réception des travaux.....	17
11.1.1 - Dispositions applicables à la réception.....	17
11.1.2 - Epreuves concluantes.....	17
12 - Garantie des prestations.....	17
13 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle	17
14 - Pénalités	17
14.1 - Pénalités de retard	18
14.2 - Pénalité pour travail dissimulé	18
14.3 - Autres pénalités spécifiques.....	18
15 - Assurances	19
16 - Résiliation du contrat.....	19
16.1 - Conditions de résiliation	19
16.2 - Redressement ou liquidation judiciaire	19
17 - Règlement des litiges et langues	19
18 - Dérogations	20

1 - Dispositions générales du contrat

1.1 - Objet du contrat

Le présent Acte d'Engagement concerne :
Réfection de la cuisine du Cercle Mixte de l'école de Gendarmerie de Chaumont (52)

Le marché a pour objet l'exécution de la refonte de la cuisine du Cercle Mixte de l'école de Gendarmerie de Chaumont comprenant les de démolition, de gros œuvre, de finition et d'équipement, tous corps d'état.

Lieu(x) d'exécution :
1 Avenue du 109e RI
52000 - CHAUMONT

1.2 - Décomposition du contrat

Les prestations sont réparties en 9 lot(s) :

Lot(s)	Désignation
01	GROS-OEUVRE
02	CHARPENTE METALLIQUE - ETANCHEITE
03	MENUISERIES EXTERIEURES et INTERIEURES - SERRURERIE
04	PLATRERIE - PLAFONDS - ISOLATION
05	PEINTURES EXTERIEURES ET INTERIEURES - ITE
06	ELECTRICITE
07	CHAUFFAGE VENTILATION PLOMBERIE SANITAIRE
08	CARRELAGE - FAIENCE - SOLS SOUPLES
09	EQUIPEMENTS DE CUISINE - PANNEAUX ISOTHERMIQUES

Le lot principal est le lot 01.

2 - Pièces contractuelles

Les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes financières
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- La décomposition du prix global forfaitaire (DPGF)
- Le calendrier détaillé d'exécution.

3.1 - Désignation de l'acheteur

Nom de l'organisme : Cercle Mixte de l'école de Gendarmerie

3.2 - Représentant de l'acheteur

Nom de l'organisme acheteur : Cercle Mixte de l'école de Gendarmerie
Représentant de l'organisme acheteur : Mr le Directeur

3.3 - Conduite d'opération

La conduite d'opération est assurée par :

Quadri-Cités
8 boulevard Barotte
52000 Chaumont

3.4 - Maîtrise d'œuvre

La maîtrise d'œuvre est assurée par :

Atelier Architecture 52 - Mandataire du groupement de maîtrise d'œuvre
1, Rue Raymond Savignac
52000 CHAUMONT

3.5 - Ordonnancement, Pilotage et Coordination du chantier

La mission d'ordonnancement, pilotage et coordination du chantier est assurée par le maître d'œuvre.

3.6 - Coordination des systèmes de sécurité incendie

La coordination des systèmes de sécurité incendie est assurée par le maître d'œuvre.

3.7 - Contrôle technique

Le contrôle technique est assuré par :

SOCOTEC CONSTRUCTION
Avenue de la République
52000 CHAUMONT

3.8 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs

La coordination sécurité et protection de la santé pour cette opération de niveau II sera assurée par :

SOCOTEC CONSTRUCTION
Avenue de la République
52000 CHAUMONT

4 - Durée et délais d'exécution

4.1 - Délai global d'exécution des prestations

Le délai global prévu pour l'exécution de l'ensemble des prestations est **de 14 mois dont 2 mois de préparation**, décomposé en 6 phases :

PHASE 1: 2 mois de délai

- Création Escalier et Extension

PHASE 2a : 2 mois de délai

- - Création cloison pour zone tri/stockage vaisselle + modif plafond en salle et finition
- - Création zone petit déj provisoire en salle
- - Création zone petit déj définitif en salle + livraison

PHASE 2b: 2 mois de délai

- - Déménagement zone laverie
- - Travaux TCE (démolition/cloison/amgt cuisiniste) zone laverie /batterie / finition stock vaisselle
- - Livraison de toute la zone laverie / self - Reception phase 1 & 2

Les phases 1 et 2 créent un bloc de travaux qui doit être réalisé dans son ensemble.

PHASE 3: 1 mois de délai

- - Travaux minima : création de la cloison séparative entre cuisson et "zone tampon cuisine" dans local provisoire réchauffage liaison froide (futur local self sous off) + peinture hygiène + branchement provisoire pour appareillage (6 fours) + bouchement trou en sol

- - Déménagement des essentiels dans ce local.
- - Mise en place de containers frigo à l'entrée principale du Cercle Mixte
- - Fonctionnement en doublon pendant qq jours : liaison froide / cuisine

PHASE 4: 5 mois de délai

- - Déménagement appareil de cuisson, épicerie,.... dans la SAM sous officiers (à confirmer)
- - Travaux TCE dans l'ensemble de la zone cuisson / sas hygiène / chambre froide / bureau cheffe / en R+1 (hors travaux self sous off servant de zone tampon)
- - Travaux TCE dans le local poubelle + porte donnant sur l'extérieur en RDC
- - Livraison de la cuisine, salle à manger

PHASE 5: 1 mois de délai

- - Travaux self sous officier
- - Travaux finition RDC
- - Travaux de finition extérieur (étanchéité + enrobé)

Réception / Livraison globale

La date prévisionnelle de début des prestations **est le 02/03/2026.**

4.2 - Délai d'exécution

L'acte d'engagement fixe le délai d'exécution propre à chaque lot.

L'exécution du marché débute à compter de la date fixée par ordre de service. L'exécution des travaux débute à compter de la date fixée par l'ordre de service prescrivant de commencer les travaux.

Lot(s)	Précisions
Tous les lots	Le délai sera interrompu en plusieurs interventions

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 18.2 du CCAG-Travaux.

En vue de l'application éventuelle de l'article 18.2.3 al. 1 et 2 du CCAG-Travaux, le nombre de journées d'intempéries réputées prévisibles, pour la durée totale du marché, est fixé à 10 jours.

En vue de l'application éventuelle de l'article 18.2.3 al. 3 du CCAG-Travaux, les délais d'exécution des travaux seront prolongés d'un nombre de jours égal à celui pendant lequel un ou au moins des phénomènes naturels ci-après dépassera son intensité limite au-delà de la durée indiquée :

Nature du phénomène	Intensité limite	Durée
Gel	Température moyenne sous abri < 0° entre 8h00 et 18h00	1 jour(s)
Pluie	Hauteur totale des précipitations journalières entre 08h00 et 18h00 > à 4 mm	1 jour(s)
Vent	Vitesse du vent > à 63 km/h entre 08h00 et 18h00	1 jour(s)
Neige	Hauteur de neige > à 1 cm entre 08h00 et 18h00	1 jour(s)

Le lieu de constatation des intensités des phénomènes naturels est la station météorologique de : Sens (89100).

4.3 - Calendrier prévisionnel et détaillé d'exécution

Les délais d'exécution des travaux sont définis conformément au calendrier prévisionnel d'exécution annexé au présent CCAP. L'ordre de service adressé au titulaire du lot commençant le premier l'exécution des travaux est porté à la connaissance des entreprises chargées des autres lots.

Calendrier détaillé d'exécution

A) Le calendrier détaillé d'exécution est élaboré par le responsable de la mission d'OPC (ordonnancement, pilotage et coordination de chantier) après consultation auprès des titulaires des différents lots.

Ce calendrier distingue les différents ouvrages et indique pour chaque lot la durée et la date probable de départ de son délai d'exécution ainsi que la durée et la date probable de départ des délais particuliers correspondant aux interventions successives de chaque titulaire sur le chantier. Après acceptation par chaque titulaire, il est soumis par le responsable de la mission d'OPC à l'approbation du pouvoir adjudicateur dix jours au moins avant l'expiration de la période de préparation du chantier.

B) Le délai d'exécution propre à chacun des lots commence à la date d'effet de l'ordre de service prescrivant au titulaire concerné de commencer l'exécution des travaux lui incombant.

C) En cas de retard dans la notification de l'ordre de service de démarrage des travaux, un délai de quatre mois est prévu. Il est majoré de l'intervalle de temps, résultant du calendrier détaillé d'exécution, qui sépare les dates probables de départ des délais d'exécution propres au lot débutant en premier les prestations d'une part et au lot considéré d'autre part.

D) Au cours du chantier et avec l'accord des différents titulaires concernés, le responsable de la mission d'OPC peut modifier le calendrier détaillé d'exécution dans la limite du délai d'exécution de l'ensemble des lots fixé à l'acte d'engagement. Il est alors à nouveau notifié par ordre de service à tous les titulaires

5 - Prix

5.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par un prix global forfaitaire selon les stipulations de l'acte d'engagement.

Les prix tiennent compte des dépenses liées aux mesures particulières concernant la sécurité et la protection de la santé, de la notification du marché à l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement.

Les prix tiennent compte des dépenses communes de chantier.

5.2 - Modalités de variation des prix

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise de l'offre par le titulaire ; ce mois est appelé " mois zéro ".

Les prix sont révisés mensuellement par application aux prix du marché d'un coefficient C_n donné par les formules suivantes :

Lot(s)	Formules	Prix concernés
01	$C_n = 15.0\% + 85.0\% (BT06 (n) / BT06 (o))$	
02	$C_n = 15.0\% + 85.0\% (BT07 (n) / BT07 (o))$	
03	$C_n = 15.0\% + 85.0\% (BT18a (n) / BT18a (o))$	
04	$C_n = 15.0\% + 85.0\% (BT08 (n) / BT08 (o))$	
05	$C_n = 15.0\% + 85.0\% (BT46 (n) / BT46 (o))$	
06	$C_n = 15.0\% + 85.0\% (BT47 (n) / BT47 (o))$	
07	$C_n = 15.0\% + 85.0\% (50\% (BT41 (n) / BT41 (o)) + 50\% (BT38 (n) / BT38 (o)))$	
08	$C_n = 15.0\% + 85.0\% (BT09 (n) / BT09 (o))$	
09	$C_n = 15.0\% + 85.0\% (BT38 (n) / BT38 (o))$	

selon les dispositions suivantes :

- C_n : coefficient de révision.
- Index (n) : valeur de l'index de référence au mois n.
- Index (o) : valeur de l'index de référence au mois zéro.

Le mois " n " retenu pour la révision est le mois de réalisation des prestations.

La révision définitive des prix interviendra sur le premier acompte suivant la publication de la valeur finale de l'index correspondant. Aucune variation provisoire ne sera effectuée.

Les index de référence, publié(s) au Moniteur des Travaux Publics ou par l'INSEE, sont les suivants :

Lot(s)	Code	Libellé
01	BT06	Index du bâtiment - Ossature ouvrage en béton armé - Base 2010
02	BT07	Index du bâtiment - Ossature et charpentes métalliques Base 2010
03	BT18a	Index du bâtiment - Menuiserie intérieure en bois - Base 2010
04	BT08	Index du bâtiment - Plâtre et préfabriqués - Base 2010
05	BT46	Index du bâtiment - Peinture, tenture, revêtements muraux - Base 2010
06	BT47	Index du bâtiment - Électricité - Base 2010
07	BT41	Index du bâtiment - Ventilation et conditionnement d'air - Base 2010
07	BT38	Index du bâtiment - Plomberie sanitaire (y compris appareils) - Base 2010
08	BT09	Index du bâtiment - Carrelage et revêtement céramique - Base 2010
09	BT38	Index du bâtiment - Plomberie sanitaire (y compris appareils) - Base 2010

5.3 - Répartition des dépenses communes

Les dépenses d'investissement et d'entretien du chantier sont réputées rémunérées par les prix du contrat conclu par le titulaire concerné qui en supporte seul les frais :

Libellé	Lot
Etablissement du panneau d'affichage du permis de construire suivant les dispositions de l'article A 421-7 du Code de l'Urbanisme	02
Branchements provisoires d'égout	02
Exécution des voies d'accès provisoires et des branchements provisoires d'eau et d'électricité	02
Etablissement des clôtures et panneaux de chantier établis en conformité avec l'article R 8221-1 du Code du travail	02
Installations communes de sécurité et d'hygiène	02
Réseau provisoire intérieur d'eau, y compris son raccordement	07
Evacuation provisoire des eaux pluviales reçues par les bâtiments	02
Réseau provisoire intérieur d'électricité, y compris son raccordement	06
Frais de gardiennage et de fermeture provisoire des ouvrages ou des bâtiments	02
Obligation de laisser le chantier propre et libre de tous déchets pendant et après l'exécution des travaux concernant le lot	02
Evacuation des déblais liés au lot jusqu'aux lieux de stockage fixé par le maître d'œuvre	02

Les dépenses sur compte prorata, dans tous les cas où elles n'ont pas été individualisées et mises à la charge du ou des titulaires, font l'objet de la répartition forfaitaire suivante :

Libellé
Nettoyage du bureau de chantier et des installations communes d'hygiène
Consommation d'eau, d'électricité et de téléphone
Chauffage du chantier
Frais de nettoyage, réparation et remplacement des fournitures et matériels détériorés ou détournés, lorsque l'auteur des dégradations et des détournements est inconnu ou lorsque la responsabilité de l'auteur, insolvable, n'est pas couverte par un tiers

Le titulaire désigné pour la gestion du compte prorata (dénommé lot principal) procède au règlement des dépenses correspondantes, mais il peut demander des avances aux autres titulaires. En fin de chantier, il effectuera la répartition des dites dépenses au prorata du montant des situations cumulées de chaque entreprise. Dans cette répartition, l'action du maître d'œuvre se limite à jouer le rôle d'amiable compositeur dans le cas où les titulaires lui demanderaient de faciliter le règlement d'un différend qui se serait élevé entre eux.

Si le marché relatif à un lot est résilié, la garde des ouvrages, approvisionnements et installations réalisés par le titulaire défaillant devra être assurée par le titulaire du lot 1 jusqu'à la désignation d'un nouveau titulaire et ce, sans avoir à supporter la charge des dépenses justifiées entraînées par cette garde.

6 - Garanties Financières

Une retenue de garantie de 5,00 % du montant initial du marché (augmenté le cas échéant du montant des avenants) sera constituée. Cette retenue de garantie sera prélevée sur le montant de chaque acompte par le comptable assignataire des paiements.

Cette retenue de garantie peut être remplacée au gré du titulaire par une garantie à première demande. En revanche, il ne sera pas accepté de caution personnelle et solidaire.

Dans l'hypothèse où la garantie ne serait pas constituée ou complétée au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte du marché, la fraction de la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée. Le titulaire garde la possibilité, pendant toute la durée du marché, de substituer une garantie à première demande à la retenue de garantie.

7 - Avance

Une avance pourra être accordée au titulaire, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement, pour tous les lots

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option A du CCAG - Travaux.

7.1 - Conditions de versement et de remboursement

Une avance est accordée au titulaire lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire de l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé à 5,00 % du montant initial, toutes taxes comprises, du marché, si sa durée est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5,00 % d'une somme égale à douze fois le montant mentionné ci-dessus divisé par cette durée exprimée en mois.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Ce taux est fixé à 15,00 % lorsque le titulaire du marché public est une petite et moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13 du Code de la commande publique.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,00 % du montant toutes taxes comprises du marché. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,00 %.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la part de l'avance est rapportée au montant des prestations individualisées par membre, et le taux de l'avance est déterminé au regard de la taille d'entreprise de chacun des membres. A défaut, l'avance est versée sur le compte du groupement ou du mandataire qui aura la charge de la répartir entre les membres du groupement.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire du marché, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique.

7.2 - Garanties financières de l'avance

Le titulaire, sauf s'il s'agit d'un organisme public, doit justifier de la constitution d'une garantie à première demande à concurrence de 100,00 % du montant de l'avance. La caution personnelle et solidaire n'est pas autorisée.

8 - Modalités de règlement des comptes

8.1 - Décomptes et acomptes mensuels

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 12 du CCAG-Travaux. Les acomptes seront versés mensuellement.

8.2 - Présentation des demandes de paiement

Les demandes de paiement seront présentées selon les conditions prévues à l'article 12.1 du CCAG-Travaux et seront établies en un original portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le nom ou la raison sociale du créancier ;
- le cas échéant, la référence d'inscription au répertoire du commerce ou des métiers ;
- le cas échéant, le numéro de SIRET ;
- le numéro du compte bancaire ou postal ;
- le numéro du marché ;
- la désignation de l'organisme débiteur ;
- la date d'exécution des prestations ;
- le montant des prestations admises, établi conformément à la décomposition des prix forfaitaires, hors TVA et, le cas échéant, diminué des réfections ;
- les montants et taux de TVA légalement applicables ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- le montant total TTC des prestations livrées ou exécutées (incluant, le cas échéant le montant de la TVA des travaux exécutés par le ou les sous-traitants) ;
- la date de facturation ;
- en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique ;
- en cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors taxes, ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies HT ;

8.3 - Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

8.4 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon les articles 10.7 et 12.5 du CCAG-Travaux.

8.5 - Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

9 - Conditions d'exécution des prestations

Lieu(x) d'exécution :
1 Avenue du 109e RI
52000 - CHAUMONT

Notification par le biais du profil d'acheteur

La notification par le biais du profil d'acheteur d'une décision, observation ou information faisant courir un délai n'est pas prévue.

9.1 - Caractéristiques des matériaux et produits

Le cahier des charges fixe la provenance des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé au titulaire ou n'est pas déjà fixé par les documents particuliers du contrat ou déroge aux dispositions des dites pièces. Les matériaux et produits de construction utilisés pour l'exécution doivent être conformes aux normes visées par le cahier des charges.

9.2 - Implantation des ouvrages

Les opérations de piquetage sont effectuées contrairement avec le maître d'œuvre avant tout commencement des travaux par le titulaire du lot n°2. Le coût du piquetage est compris dans les prix du contrat.

9.2.1 - Piquetage général

Le piquetage général n'a pas encore été effectué. Il sera effectué dans les conditions de l'article 27.2.3 du CCAG-Travaux.

9.3 - Préparation et coordination des travaux

9.3.1 - Période de préparation - Programme d'exécution des travaux

Il est fixé une période de préparation, comprise dans le délai d'exécution du marché, d'une durée de 30 jours.

Cette période débute à compter de la date fixée par ordre de service.

Le responsable de la mission d'OPC a la charge d'élaborer, après consultation des entreprises, le calendrier détaillé d'exécution énoncé au présent document.

Le titulaire devra dresser un programme d'exécution accompagné du projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires, prévu à l'article 28.2 du CCAG-Travaux et le soumettre au visa du maître d'œuvre 30 jours au plus tard après la notification du marché.

Chaque entrepreneur (y compris cotraitants et sous-traitants) doit établir un plan particulier de sécurité et de protection de la santé, après inspection commune organisée par le coordonnateur sécurité. Ces plans particuliers doivent être remis au coordonnateur dans un délai de 30 jours à compter du début de la période de préparation.

Dans le cadre de la période de préparation, le coordonnateur SPS doit adapter et modifier le plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé pour le chantier.

Par les soins du titulaire :

- Etablissement et présentation au visa du maître d'œuvre du programme d'exécution des travaux
- Etablissement et remise au maître d'œuvre des plans d'exécution, notes de calcul et études de détail
- Etablissement de plans particuliers de la sécurité et de la protection de la santé

9.3.2 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier

La nature et l'étendue des obligations qui incombent au titulaire en application des dispositions du Code du travail ne sont pas modifiées par l'intervention du coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs, désigné dans le présent contrat sous le nom de " coordonnateur SPS ".

Le coordonnateur SPS doit informer le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre sans délai, et par tous moyens, de toute violation par les intervenants, y compris les entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies, ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers. En cas de danger grave et imminent menaçant la sécurité ou la santé d'un intervenant ou d'un tiers (tels que chute de hauteur, ensevelissement...), il doit prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Il peut, à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier. Il a libre accès au chantier.

Le titulaire communique directement au coordonnateur SPS :

- le Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé ;
- tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs ;
- la liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier ;
- dans les 5 jours qui suivent le début de la période de préparation, les effectifs prévisionnels affectés au chantier ;
- les noms et coordonnées de l'ensemble des sous-traitants quel que soit leur rang. Il tient à sa disposition leurs contrats ;
- tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs demandés par le coordonnateur ;
- la copie des déclarations d'accident du travail.

Il s'engage à respecter les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur SPS et les intervenants, définies dans le document visé au présent CCAP. Il informe le coordonnateur SPS de toutes les réunions (avec leur objet) qu'il organise lorsqu'elles font intervenir plusieurs entreprises et lui indique leur objet ainsi que de ses interventions au titre de la garantie de parfait achèvement. Il donne aussi suite, pendant toute la durée de l'exécution de ses prestations, aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs par le coordonnateur SPS. Tout différend entre le titulaire et le coordonnateur SPS est soumis au maître de l'ouvrage. A la demande du coordonnateur SPS, le titulaire vise toutes les observations consignées dans le registre journal. Il s'engage aussi vis à vis de ses sous-traitants à introduire dans les contrats de sous-traitance les clauses nécessaires au respect des prescriptions législatives et réglementaires.

Quant aux locaux pour le personnel, le projet des installations de chantier indique, s'il y a lieu, la situation sur plan des locaux pour le personnel et leurs accès à partir de l'entrée du chantier, leur desserte par les réseaux d'eau, d'électricité et d'assainissement et leurs dates de réalisation ; ces dates doivent être telles que les conditions d'hébergement et d'hygiène sur le chantier soient toujours adaptées aux effectifs. L'accès aux locaux du personnel doit être assuré depuis l'entrée du chantier dans des conditions satisfaisantes, en particulier du point de vue de la sécurité.

Le titulaire encourt une pénalité journalière fixée à 100,00 €, sans mise en demeure préalable, en cas de non respect des délais de remise des documents fixés au présent article.

Le titulaire doit respecter les dispositions de l'article L. 5212-1 à 4 du Code du travail sur l'emploi des travailleurs handicapés.

9.3.3 - Registre de chantier

Un registre de chantier sera tenu dans le cadre de l'exécution du marché pour répertorier l'ensemble des documents émis ou reçus par le maître d'œuvre.

9.3.4 - Autorisation de circuler sur le site

Toute personne entrant sur le site devra faire l'objet d'une autorisation écrite de la part de l'Ecole de Gendarmerie. A ce titre chaque personne devant participer aux travaux devra remettre son identité et tout document nécessaire afin de faire l'objet d'une analyse par les services de l'école de Gendarmerie.

A chaque entrée sur site, les personnes devront remettre leur pièce d'identité au poste de garde. L'accès au site sera interdit certains jours non connus à ce jour (5 dans l'année), sans que l'entreprise puisse faire part d'une quelconque rémunération complémentaire.

9.4 - Etudes d'exécution

Conformément aux dispositions de l'article 29.1.5 du CCAG-Travaux, les plans d'exécution des ouvrages et les spécifications techniques détaillées sont établis par le titulaire et soumis, avec les notes de calcul et les études de détail, au visa du maître d'œuvre. Ce dernier doit les renvoyer au titulaire avec ses observations éventuelles au plus tard 15 jours après leur réception.

Tous les plans d'exécution et spécifications à l'usage du chantier doivent aussi être visés par le contrôleur technique mentionné au présent CCAP.

9.5 - Installation et organisation du chantier

9.5.1 - Installation de chantier

Conformément à l'article 31.1 du CCAG-Travaux, le titulaire supporte toutes les charges relatives à l'établissement et à l'entretien de ses installations de chantier.

- Totale liberté d'accès et d'utilisation ;
- Parking limité aux emplacements numérotés de 1 à 10 ;
- Branchement sur le réseau d'électricité et le réseau d'alimentation en eau ;
- Le titulaire du marché s'alimente en eau et en électricité sur l'amorce des branchements définitifs qu'il a réalisés. Ces branchements sont effectués après qu'il ait obtenu les autorisations nécessaires auprès des services compétents et établit les compteurs correspondants ;
- Les frais de pose et les consommations sont à sa charge.

9.5.2 - Emplacements mis à disposition pour déblais

Les lieux et conditions de dépôt des déblais en excédent sont les suivants :

A voir avec le titulaire des aménagements de la zone à savoir l'entreprise EIFFAGE.

9.5.3 - Signalisation de chantier

Conformément à l'article 31.6 du CCAG-Travaux, la signalisation de chantier dans les zones intéressant la circulation sur la voie publique doit respecter les instructions réglementaires en la matière.

9.5.4 - Application de réglementations spécifiques

Les réglementations spécifiques suivantes sont applicables :

Il est prévu un test à l'air du bâtiment décomposé en 3 passages. Les passages complémentaires en cas de non respect des engagements seront facturées aux entreprises fautives.

9.6 - Dispositions particulières à l'achèvement du chantier

9.6.1 - Gestion des déchets de chantier

Conformément à l'article 31.1 du CCAG-Travaux, le titulaire supporte toutes les charges relatives à l'établissement et à l'entretien de ses installations de chantier.

- Totale liberté d'accès et d'utilisation ;
- Parking limité aux emplacements numérotés de 1 à 5 ;
- Branchement sur le réseau d'électricité et le réseau d'alimentation en eau aux seules prises électriques et aux seuls robinets suivants ... ;
- Le titulaire du marché s'alimente en eau et en électricité sur l'amorce des branchements définitifs qu'il a réalisés. Ces branchements sont effectués après qu'il ait obtenu les autorisations nécessaires auprès des services compétents et établit les compteurs correspondants ;
- Les frais de pose et les consommations sont à sa charge.

9.6.2 - Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

Le repliement des installations de chantier et la remise en état des terrains et des lieux sont compris dans le délai d'exécution. A la fin des travaux, chaque titulaire doit donc avoir fini de procéder au dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier.

9.6.3 - Signalisation de chantier

Conformément à l'article 31.6 du CCAG-Travaux, la signalisation de chantier dans les zones intéressant la circulation sur la voie publique doit respecter les instructions réglementaires en la matière.

9.6.4 - Application de réglementations spécifiques

Les réglementations spécifiques suivantes sont applicables :

Il est prévu un test à l'air du bâtiment décomposé en 3 passages. Les passages complémentaires en cas de non-respect des engagements seront facturées aux entreprises fautives.

9.7 - Dispositions particulières à l'achèvement du chantier

9.7.1 - Gestion des déchets de chantier

La valorisation ou l'élimination des déchets créés par les travaux du contrat est de la responsabilité du maître de l'ouvrage en tant que "producteur" de déchets et du titulaire en tant que "détenteur" de déchets, pendant la durée du chantier.

Toutefois, le titulaire reste "producteur" de ses déchets en ce qui concerne les emballages des produits qu'il met en œuvre et les chutes résultant de ses interventions. Le titulaire doit se conformer à la réglementation en vigueur quant à la collecte, au transport, au stockage et à l'évacuation de ses déchets. Il est également de sa responsabilité de fournir les éléments de leur traçabilité.

9.7.2 - Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

Le repliement des installations de chantier et la remise en état des terrains et des lieux sont compris dans le délai d'exécution. A la fin des travaux, chaque titulaire doit donc avoir fini de procéder au dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier.

9.7.3 - Documents à fournir après exécution

Le titulaire doit remettre au maître d'œuvre les documents prévus à l'article 40 du CCAG-Travaux, et ce dans les conditions définies à cet article.

Aucun format numérique n'est préconisé pour la remise de ces documents. Cependant, chaque document doit être remis dans un format largement disponible (pdf de préférence et dwg) et exploitable par le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage.

Un exemplaire du dossier des ouvrages exécutés est remis au coordonnateur SPS pour assurer la cohérence avec le Dossier d'Intervention Ulérieure sur les Ouvrages (DIUO).

En cas de retard dans la remise des plans et autres documents à fournir après exécution par les titulaires, une pénalité égale à 5 000,00 € par jour de retard est appliquée sur les sommes dues aux titulaires.

10 - Développement durable

L'opération ne fait pas l'objet d'une certification. Toutefois une démarche de développement durable est mise en place afin de répondre à la démarche HQE.

Dans le cadre de la mise en place d'un SOGED pour chaque titulaire de lot, il sera demandé à l'avancement de chantier ou au plus tard à la réception la remise des Bordereau de Suivi des Déchets spécifique à l'opération. Par ailleurs, la charte

Dans le cadre de ce projet, les présents travaux sont engagés à atteindre le niveau E3C1 en base, soit un niveau de performance équivalent aux niveau RE2020 seuil 2028. Pour la performance carbone, il est nécessaire de respecter l'ensemble des matériaux intégrés et décrits dans le projet, de maîtriser leur impact, pour réaliser un bilan carbone général de la construction. En outre, le projet intègre des matériaux écologiques et durables, tels que le bois structure, la paille par des caissons préfabriqués et la laine de bois en isolation ITI pour le RDC du projet.

Pour la performance énergétique, il est nécessaire de respecter la performance thermique de l'enveloppe, le niveau d'étanchéité à l'air ainsi que la performance de chacun des équipements énergétiques du projet. Ainsi, l'atteinte de cette performance dépendra d'une exécution rigoureuse et d'un respect strict des prescriptions techniques mentionnées dans les CCTP.

De plus, les entreprises devront respecter la "charte chantier faible nuisance" comprise dans le dossier marché qui cadre la gestion des déchets, les différents types de nuisance et la maîtrise des consommations d'énergie et d'eau en phase chantier.

En lien avec cette charte, la mise en place d'un SOGED pour chaque titulaire de lot est imposé et la maîtrise d'œuvre suivra son exécution. En lien, il sera demandé à l'avancement de chantier ou au plus tard à la remise du DOE des Bordereau de Suivi des Déchets spécifique à l'opération.

11 - Réception

11.1 - Réception des travaux

11.1.1 - Dispositions applicables à la réception

La réception a lieu à l'achèvement de l'ensemble des travaux propres à chaque lot dans les conditions de l'article 41 du CCAG-Travaux.

Le titulaire du lot 05 avise le pouvoir adjudicateur et le maître d'œuvre de la date à laquelle les travaux sont ou seront considérés comme achevés ; le maître d'œuvre aura alors à charge de provoquer les opérations de réception. La décision relative à la réception sera ensuite notifiée au titulaire du lot précité.

11.1.2 - Epreuves concluantes

La réception ne peut être prononcée que sous réserve de l'exécution concluante des épreuves définies aux pièces techniques du cahier des charges.

12 - Garantie des prestations

Les travaux feront l'objet d'une garantie de parfait achèvement de 1 an dont le point de départ est la date de réception des travaux. Les modalités de cette garantie sont définies à l'article 44.1 du CCAG-Travaux.

Les garanties particulières suivantes sont également prévues dans les conditions suivantes :
Garantie de reprise sur les végétaux sur une période de 2 ans

13 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle

Par dérogation à l'article 48 du CCAG-Travaux, les résultats réalisés dans le cadre du marché font l'objet d'une cession à titre exclusif au profit du pouvoir adjudicateur.

14 - Pénalités

14.1 - Pénalités de retard

Lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard, une pénalité fixée à 1,00/3000, conformément aux stipulations de l'article 19.2.3 du CCAG-Travaux, sans être inférieur à 1000 €.

Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG-Travaux, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

Le montant total des pénalités de retard n'est pas plafonné. Les pénalités de retard sont appliquées sans mise en demeure préalable du titulaire.

14.2 - Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité de 5 000,00 €.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

14.3 - Autres pénalités spécifiques

En cas d'absence aux réunions de chantier, les entreprises dont la présence est requise se verront appliquer une pénalité forfaitaire fixée à 500,00 € par absence.

Dans le cas où les prescriptions ci-dessous ne seraient pas observées, il sera fait application de pénalités provisoires ci-après indépendantes de celles visées ci-dessus et avec lesquelles elles se cumulent. Ces pénalités interviendront de plein droit, sur la simple constatation par le Maître d'œuvre ou du coordonnateur OPC ou du coordonnateur SPS des infractions, et après notification écrite sur le chantier d'avoir à exécuter la prescription au plus tard le lendemain.

- a) *Non respect des prescriptions relatives à la sécurité, à l'hygiène, à la signalisation générale du chantier* : pour chaque infraction constatée et par jour calendaire : **150 € HT.**
- b) *Retard ou absence de nettoyage du chantier* : par jour calendaire de retard : **760 € HT.**
- c) *Dépôt de matériaux, terres, gravois en dehors des zones prescrites* Cent cinquante (150,00) € par jour de retard et pour chaque infraction
- d) *Retard dans la production, la remise ou la diffusion de documents nécessaires à l'exécution des travaux y compris à la demande de la cellule de synthèse (plans d'atelier ou de détails qui sont à la charge de l'entreprise)* : Cent cinquante (150,00) € par jour de retard
- e) *Retard dans la désignation d'un sous-traitant suivant les dispositions de l'article 4-1-4 du présent CCAP* : Cent cinquante (150,00) € par jour de retard
- f) *Retard dans la production de plans et de documents demandés explicitement par l'équipe de maîtrise d'œuvre et l'architecte* : Cent cinquante (150,00) € par jour de retard
- g) *Retard dans la production de justificatifs et/ou prévisions de prix pour ouvrages non prévus* : Cent cinquante (150,00) € par jour de retard
- h) *Retard dans la présentation sur le chantier des prototypes, d'éléments de construction, d'échantillons y compris ceux entrant dans la réalisation des locaux témoins* : Cent cinquante (150,00) € par jour de retard
- i) *Retard à l'organisation ou au nettoyage du chantier, des abords ou des voies publiques, le nettoyage pourra être effectué par une entreprise extérieure, intervention à la charge de la ou des entreprises fautives* : Deux cents (200,00) € par jour de retard + le montant de l'intervention de l'entreprise de nettoyage.
- j) *Retard dans la levée des réserves de réception* : Cent cinquante (150,00) € par jour de retard
- k) *Non respect des prescriptions de sécurité permettant de rentrer sur le site* : pour chaque infraction constatée et par jour calendaire : **500 € HT.**
- l) *Non remise des Bordereaux de suivi des déchets qui doit intervenir au plus tard dans le mois suivant la réception* : Mille (1000,00) € par jour de retard

15 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 8 du CCAG-Travaux, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

Il doit donc contracter :

- une assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil, garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux.
- une assurance au titre de la garantie décennale couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-1, 1792-2, 1792-4 et 1792-4-1 du Code civil ;
- une assurance au titre de la garantie biennale de bon fonctionnement couvrant les responsabilités résultant des principes de l'article 1792-3 du Code civil.

16 - Résiliation du contrat

16.1 - Conditions de résiliation

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 49 à 53.2 du CCAG-Travaux.

En cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 4,00 %.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

16.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

17 - Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Châlons-en-Champagne est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

18 - Dérogations

- L'article 5.2 du CCAP déroge à l'article 9.4.4 du CCAG - Travaux
- L'article 9.3.1 du CCAP déroge à l'article 28.1 du CCAG - Travaux
- L'article 10 du CCAP déroge à l'article 20.2 du CCAG - Travaux
- L'article 11.1.1 du CCAP déroge à l'article 41.1 du CCAG - Travaux
- L'article 11.1.1 du CCAP déroge à l'article 41.3 du CCAG - Travaux
- L'article 13 du CCAP déroge à l'article 48 du CCAG - Travaux
- L'article 14.1 du CCAP déroge à l'article 19.2.1 du CCAG - Travaux
- L'article 14.1 du CCAP déroge à l'article 19.2.2 du CCAG - Travaux
- L'article 14.1 du CCAP déroge à l'article 19.2.4 du CCAG - Travaux

Le 23/12/2025

Lu et approuvé (signature)